Grève générale du 27 mars au Burundi : quelles conséquences possibles ?

@rib News, 02/04/2012La grÃ¨veÂ : une solution ou un moyenÂ ? Et au-delÃ , que faireÂ ?Par Salvator SUNZU *Les deux protagonistes, le gouvernement et la sociÃ©tÃ© civile en lâ€™occurrence, ont rivalisÃ© dâ€™ardeur pour convaincre la populat surtout les travailleurs tant du privÃ© que du public, Ã rÃ©pondre ou ne pas rÃ©pondre Ã lâ€™appel Ã la grÃ¨ve de ce 27 mar rÃ©sultat, tout le monde lâ€™a vu. RÃ©ussite totale ou Ã©checÂ ? La rÃ©alitÃ© est certainement entre les deux.Amusant fut le (et faussetÃ©s) des reportages des radios privÃ©s et publics sur le sujet. Mais le signal vient donc dâ€™Ãªtre lancÃ©. Le bras d fer vient de montrer Ã chaque acteur le poids quâ€™il pÃ¨se sur lâ€™opinion, et câ€™est peut-Ãªtre du cÃ´tÃ© gouvernement rÃ©flexion doit faire un autre bond au regard de ses immenses responsabilitÃ©s et aux dÃ©fis qui lui sont lancÃ©s.
La sociÃ©tÃ© civile, ne devrait pas se contenter de tourner les pouces, tout en ourdissant intelligemment le plan de la suite. Car tout Ã fait logiquement, les choses ne pourront sâ€™arrÃªter lÃ , surtout que le gouvernement ne sera certainement pas en mesure de rÃ©pondre entiÃ¨rement aux dÃ©fis Ã©conomiques qui sont Ã la base du coÃ»t Ã©levÃ© de la vie. La sociÃ©tÃ© c sans doute voulu le mettre dos au mur.Le gouvernement est logiquement placÃ© en position de devoir rÃ©pondre aux revendications des syndicalistes qui pour lâ€™instant restent modestesÂ : la suspension des nouveaux tarifs de lâ€™eau et de lâ€™Ã©lectricitÃ©, lâ€™ouverture du dialogue sociale sur la question de la "cheretÃ©" de la vie, de mÃªme que le payement de dâ€™une maniÃ¨re non discriminatoire, restent des approches Ã la portÃ©e de lâ€™exÃ©cutif. La revue du tarif de lâ€™eau et lâ€™Ã©lectricitÃ© ne devrait pas crÃ©er des problÃ¨mes, de mÃªme que le payement dâ€™impÃ´t pour tout citoyen. Les positionnements des protagonistes sur ces deux aspects ne sot pas trÃ¨s Ã©loignÃ©s. Lâ€™autre aspect des revendications de la sociÃ©tÃ© civile est particuliÃ¨rement intÃ©ressant. Le gouvernement estime que la grÃ¨ve nâ€™est pas une solution au problÃ¨me. La sociÃ©tÃ© civile est tout aussi dâ€™accord, mais ajoute que câ€™est tout simplement un moyen. Un moyen de prendre conscience de la situation, un moyen aussi de forcer Ã une discussion sur ce sujet.Solution donc ou moyenÂ ? La question ne devrait mÃªme pas se poser en ces termes. La vÃ©ritable question est de savoir comment le pays, confrontÃ© Ã des problÃ¨mes structurels de notre Ã©conomie, comme dâ€™autres pays en connaissent par ailleurs, va se sortir du bourbier. Le Burundi nâ€™est pas la GrÃ¨ce vers laquelle toute lâ€™Europe est allÃ© au chevet. Le gouvernement doit mieux prendre conscience de la complexitÃ© de la situation comme certains acteurs doivent se garder dâ€™attiser le feu pour des motifs et intÃ©rÃªts divers. Certains acteurs peuvent aussi Ãªtre lâ€™objet inconscient des manipulations passives comme actives. La voie de sortie est donc la prioritÃ©. Et celle-ci devrait Ãªtre habilement nÃ©gociÃ©e, pour que le bateau qui tangue dÃ©jÃ ne plonge dans la profondeur des eaux. Les portes de sorties ne sont pas encore fermÃ©es, puisque la discussion est lâ€™une des revendications.Au moins trois leÃ§ons sont en tout cas Ã tirer de cette action de ce mardi. Un. Un bouchon vient de sauter. Et lâ€™on devrait sâ€™attendre Ã une suite. Deux. La sociÃ©tÃ© civile vient de combler le vide crÃ©Ã© par le dÃ©me des partis politiques qui a rÃ©duit lâ€™opposition au silence. Trois. Nâ€™ayant pas de projet de sociÃ©tÃ© car nâ€™ayant pas de prendre le pouvoir, la sociÃ©tÃ© civile se trouve pourtant face Ã face avec le gouvernement. Câ€™est ici que se ressent la nÃ©cessitÃ© dâ€™une opposition rÃ©elle, active, qui avec le pouvoir, canaliseraient mieux les contestations des masses mobilisÃ©s par la sociÃ©tÃ© civile qui, outre ses rÃ´les traditionnels dont la protection de la sociÃ©tÃ© contre les arbitraires de lâ€™Etat, auraitÂ aussi le rÃ´le politique consistant Ã favoriser les alternances au sommet de lâ€™Etat. Â Le gouvernement de donc Ãªtre Ã lâ€™aise, en impliquant Ã fond diffÃ©rents acteurs, dont la sociÃ©tÃ© civile, dans la recherche des solutions au contexte du moment. Ce serait une occasion de responsabiliser toute la sociÃ©tÃ©, en lâ€™impliquant dans la dÃ©finition du nouveau projet de sociÃ©tÃ©. Ou plutÃ´t dans la mise en place dâ€™un plan dâ€™exÃ©cution du projet de sociÃ©tÃ© existant rÃ©ellement il existe, et dans le cas contraire, le redÃ©finir. Un tel plan donnerait au peuple les moyens dâ€™espÃ©rer, et donc dâ€™attendre. Les plans quinquennaux de dÃ©veloppement du colon belge que lui imposait lâ€™ONU sont inspirants.La crise Ã©conomique est trÃ¨s profonde. Ce qui apparaÃ®t (hausse des prix) nâ€™est que les consÃ©quences de cette crise, mais pas les Ã©lÃ©ments explicatifs. Et il serait trÃ¨s irresponsable de vouloir tirer profit de cette situation en manipulant les opinions Ã des fins politiciennes ou autre. Ce ne sont pas que les taxes qui expliquent les prix actuels, comme les impÃ´ts de dignitaires et autres privilÃ©gies ne vont pas rÃ©soudre la question du panier de la mÃ©nagÃ¨re. Les Burundais devraient se prÃ©parer Ã une grande rÃ©flexion, tout en sachant que toute voie qui sera proposÃ©e ne va pas amÃ©liorer la situation du jou au lendemain. Nos Ã©conomies subissent des poids externes car ce sont effectivement des Ã©conomies dominÃ©es, tant du dedans que du dehors.Les milieux des salariÃ©s constituent le socle de la contestation. Car ils vivent des salaires. Pourquoi ne pas imaginer une complÃ¨te rÃ©forme du travail de la fonction publiqueÂ ? On entend parfois certains hauts responsables demander aux fonctionnaires dâ€™Ãªtre productifs. Mais cette fonction publique "plÃ©torÃ©e" a-t-elle les moyens de production ou tout simplement a-t-elle quoi produireÂ ? Conscientes des problÃ¨mes auxquels font face les fonctionnaires, les plus hautes autoritÃ©s du pays appellent Ã mieux sâ€™organiser par des activitÃ©s pouvant compenser les trous laissÃ©s par les maigres salaires. Au lieu de crÃ©er des conditions permettant aux fonctionnaires de Â le faire, les patrons crÃ©ent des fiches dâ€™enregistrement des arrivÃ©es, des sorties et de rentrer, au lieu de rÃ©former courageusement les horaires des fonctionnaires. Câ€™est peut-Ãªtre aussi une rÃ©flexion Ã faire.Dans tous les cas il serait heureux que rapidement, les Burundais soient invitÃ©s Ã une grande rÃ©flexion sur la situation actuelle, et non auÂ boycott de leurs lieux de travail qui ne serait quâ€™un dÃ©but de la fin. La grande rÃ©flexion a un prÃ©alableÂ : lâ€™assainissement de la vie politiq en effet, le politique est le principal agrÃ©gat de lâ€™analyse et donc du renforcement macroÃ©conomique. Câ€™est lui qui encourage ou dÃ©courage les investisseurs intÃ©rieurs comme extÃ©rieurs.Salvator SUNZU* Journaliste, DiplÃ´mÃ© en journalisme (Bordeaux, France) et LicenciÃ© en Politiques Economiques et Sociales (Louvain La neuve, Belgique)